



**Procédure adaptée en application du 1<sup>er</sup> alinéa des articles  
L2123-1 et R2123-1 du Code de la commande publique**

**Rénovation du bâtiment T de l'ENTPE à  
Vaulx-en-Velin**

**Relogement provisoire des occupants**

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)**

**LOT N°1 : MOBILIER DE BUREAU**

**LOT N°2 : CLOISONS LEGERES**

**LOT N°3 : CABINES ACOUSTIQUES**

## SOMMAIRE

1	OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GENERALES.....	3
1.1	Objet du marché et normes .....	3
1.2	Définition des parties contractantes .....	3
1.3	Point de départ du délai de réalisation .....	4
1.4	Décomposition en tranches et en lots.....	4
1.5	Dispositions générales .....	4
2	PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE .....	5
3	PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES .....	5
3.1	Contenu des prix – Règlement des comptes.....	5
3.2	Variation dans les prix .....	6
3.3	Paieement direct des sous-traitants.....	6
4	DELAI d’EXECUTION – PENALITES .....	7
4.1	Délai d’exécution.....	7
4.2	Pénalités pour retard d'exécution .....	7
4.3	Pénalités pour chantier sale ou déchets non évacués .....	7
5	AVANCE .....	8
6	QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS .....	8
7	ADMISSIONS ET GARANTIES .....	8
7.1	Admission .....	8
7.2	Garantie(s).....	8
8	RESILIATION .....	9
9	SPECIFICITES ET EXIGENCES TECHNIQUES.....	9
9.1	Caractéristiques techniques du matériel souhaité .....	10
9.2	Sécurité – Conformité .....	11
9.3	Installation, livraison et mise en service .....	17
9.4	Documentation .....	21
9.5	Formation du personnel .....	21
9.6	Garantie et maintenance .....	21
9.7	Interlocuteur dédié pour la durée du marché .....	21
9.8	Qualification de l’équipe d’intervention .....	21
9.9	Gestion des déchets .....	22
9.10	Respect des personnes et des locaux .....	22
10	DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX .....	22

# 1 OBJET ET NORMES – DISPOSITIONS GENERALES

## 1.1 Objet du marché et normes

Le présent marché a pour objet la fourniture et l'installation du mobilier de bureaux pour les occupants du bâtiment T de l'ENTPE, relogés provisoirement dans les espaces fermés de l'école.



Figure 1 - Localisation du site (source Géoportail)

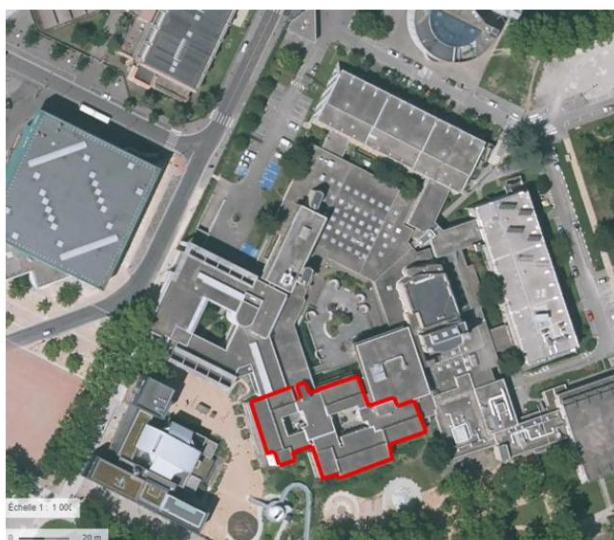


Figure 2 - Vue satellite (source Google Earth)

Le lieu d'exécution des prestations ou fournitures est le suivant :

**ENTPE**

**3, rue Maurice AUDIN**

**69120 Vaulx-en-Velin**

Ces prestations ou fournitures doivent être conformes aux normes françaises homologuées ou équivalentes.

## 1.2 Définition des parties contractantes

### 1.2.1 Cotraitants

Pour le présent marché, les titulaires sont considérés comme groupés et sont appelés cotraitants s'ils ont souscrit un acte d'engagement unique.

Le groupement est solidaire lorsque chacun des prestataires membres du groupement est engagé pour la totalité du marché.

L'un des prestataires membres du groupement, désigné dans l'acte d'engagement comme mandataire, représente l'ensemble des membres vis-à-vis de la Personne Responsable du Marché (PRM), et coordonne les prestations des membres du groupement.

Si le marché ne désigne pas de cotraitant mandataire, celui qui est énuméré le premier dans l'acte d'engagement est considéré comme mandataire des autres cotraitants.

Toute notification d'une décision ou communication de la PRM est adressée au mandataire qui a seule qualité pour présenter des réserves.

### 1.2.2 Représentation de la personne responsable pour l'exécution du marché

Pour les besoins de l'exécution du marché, la PRM est représentée, sous réserve de changement ultérieur, par l'administrateur provisoire de l'ENTPE.

### 1.3 Point de départ du délai de réalisation

Les stipulations du CCAG-FCS sont applicables.

### 1.4 Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Les prestations sont alloties.

Lot n°1	Mobilier de bureau
Lot n°2	Cloisons légères
Lot n°3	Cabines acoustiques

### 1.5 Dispositions générales

#### 1.5.1 Mesures d'ordre social - Application de la réglementation du travail

Le titulaire est soumis aux obligations résultant des lois et règlements relatives à la protection de la main d'œuvre et aux conditions du travail.

En application de l'article D.8222-5 du Code du Travail, le titulaire est tenu de produire tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents demandés par ledit article.

Dans le cas de prestataires groupés, le respect de ces mêmes obligations par les cotraitants doit être assuré à la diligence et sous la responsabilité du mandataire.

#### 1.5.2 Dispositions applicables en cas d'intervenants étrangers ou de travailleurs détachés

En application des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail et avant la notification du marché, le titulaire, qu'il soit étranger ou non, doit remettre au maître de l'ouvrage la liste nominative des salariés étrangers qu'il emploie et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L.5221-2, 3 et 11 du Code du Travail.

Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

La communication de la liste mentionnée à l'alinéa précédent doit être effectuée tous les six mois, jusqu'à la fin de l'exécution du marché.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent marché, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

En cas de litige, la loi française est seule applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français.

Si le titulaire est étranger et n'a pas d'établissement en France, il facture ses prestations hors TVA.

La monnaie de compte du marché est **l'euro**. Le prix, libellé en **euros**, reste inchangé en cas de **variation de change**.

Si le titulaire entend recourir aux services d'un sous-traitant étranger, la demande de sous-traitance doit comprendre toutes les pièces prévues à l'article R2193-1 du Code de la

Commande Publique. Outre ces pièces le titulaire veillera à fournir une déclaration du sous-traitant, comportant son identité et son adresse ainsi rédigée :

"J'accepte que le droit français soit le seul applicable et les tribunaux français seuls compétents pour l'exécution en sous-traitance du marché N°..... du ..... ayant pour objet .....

Ceci concerne notamment la loi n° 75-1334 du 31 décembre 1975 modifiée relative à la sous-traitance.

Mes demandes de paiement seront libellées **en euros** et soumises aux modalités de l'article 3.3 du présent CCP.

Leur prix restera inchangé en cas de variation de change. Les correspondances relatives au marché sont rédigées en français."

### 1.5.3 Assurances

Le titulaire et ses sous-traitants éventuels doivent contracter les assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard de l'ENTPE et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution de ses prestations selon l'article 9 du CCAG-FCS.

### 1.5.4 Désignation de sous-traitants en cours de marché

Les demandes d'acceptation des sous-traitants et d'agrément des conditions de paiement sont formulées dans un projet d'acte spécial de sous-traitance.

Dans sa demande, le titulaire doit joindre l'ensemble des éléments exigés aux articles R2193-1 et R2193-3 du Code de la Commande Publique.

## 2 PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-FCS, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi ;
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP), valant Cahier des Clauses Administratives Particulières et Cahier des Clauses Techniques Particulières, dont l'exemplaire original conservé dans les archives du pouvoir adjudicateur fait seule foi ;
- Le mémoire technique rédigé par le titulaire
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 19 janvier 2009 et l'ensemble des textes qui l'ont modifié ;

## 3 PRIX – VARIATION DANS LES PRIX – REGLEMENT DES COMPTES

### 3.1 Contenu des prix – Règlement des comptes

#### 3.1.1 Contenu des prix

Les stipulations du CCAG-FCS sont seules applicables. En complément de l'article 10.1.3 du CCAG-FCS, les prix sont réputés comprendre le déballage et l'évacuation des déchets et emballages, ainsi que le montage et l'installation, conformément à la réglementation en vigueur.

Les prestations faisant l'objet du marché sont réglées par application des prix fournis dans la DQE dont le libellé est donné dans l'acte d'engagement.  
Les quantités sont données à titre indicatif et pourront évoluer de quelques unités.

### 3.1.2 Les modalités du règlement des comptes du marché sont les suivantes :

Les modalités de règlement du marché sont conformes à l'article 11 du CCAG-FCS et à l'article 34 du CCAG-FCS en cas de résiliation.

### 3.1.3 Modalités de paiement - Intérêts moratoires

Le délai de paiement est fixé à 30 jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire et des sous-traitants payés directement ainsi qu'une indemnité forfaitaire de 40 euros. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au 1<sup>er</sup> jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Le date de départ du délai global de paiement est la date de réception par l'acheteur de la demande de paiement.

## 3.2 Variation dans les prix

Les prix du présent marché sont réputés fermes et définitifs.

Les prix contenus dans les offres ont une durée de validité de 120 jours.

### 3.2.1 Application de la taxe à la valeur ajoutée

Sauf dispositions contraires, tous les montants figurant dans le présent marché sont exprimés hors TVA.

Les pénalités sont considérées comme des indemnités ayant pour objet de réparer un préjudice subi par le pouvoir adjudicateur du fait du titulaire dans l'exécution de ses obligations contractuelles, elles sont donc situées hors du champ d'application de la TVA.

Le montant des sommes dues est calculé en appliquant les taux de TVA en vigueur à la date du fait générateur de la TVA.

Dans le cadre de l'autoliquidation de la TVA,

- le titulaire étranger implanté dans un état de l'Union Européenne n'ayant pas d'établissement en France, doit faire apparaître sur ses demandes de règlement, que la TVA est due par le pouvoir adjudicateur et mentionner les dispositions du Code général des impôts (article 283-1) justifiant que la taxe n'est pas collectée par le titulaire ;
- Le titulaire étranger implanté hors Union Européenne devra désigner un représentant chargé d'acquitter la TVA dans les conditions de l'article 289A du Code Général des Impôts.

Ces dispositions s'appliquent aussi aux sous-traitants étrangers payés directement par le pouvoir adjudicateur.

## 3.3 Paiement direct des sous-traitants.

Par dérogation aux dispositions de l'article 12-2 du CCAG-FCS, le paiement direct des sous-traitants est effectué selon les dispositions suivantes :

- Le sous-traitant adresse sa demande de paiement, libellée au nom du pouvoir adjudicateur, au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé ;
- Le titulaire dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, à la personne désignée dans le marché (article 1.2.2 ci-dessus) ;
- Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement à la personne désignée dans le marché, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé ;
- La personne désignée dans le marché adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant ;
- Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai global de paiement fixé à l'article 3.1.3 ci-dessus, compté à partir de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai mentionné au deuxième alinéa si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné au troisième alinéa ;
- Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant ;
- Dès lors que le montant total des sommes à payer à un sous-traitant, ramené aux conditions du mois d'établissement des prix du présent marché, est inférieur au montant sous-traité stipulé dans le marché, l'avenant ou l'acte spécial, le titulaire est tenu de fournir au pouvoir adjudicateur une attestation par laquelle le sous-traitant reconnaît que les prestations qu'il a réalisées dans le cadre du marché sont payées en totalité ;
- Faute de fournir cette attestation, le titulaire ne pourra pas être payé si le montant total des paiements effectués à son profit, ramené aux conditions d'établissement des prix du présent marché, empiète sur le montant sous-traité.

## 4 DELAI D'EXECUTION – PENALITES

### 4.1 Délai d'exécution

Le délai de livraison prévu par le candidat devra être indiqué dans son offre : ce critère sera pris en compte dans le jugement des offres. L'installation, la mise en service pour la réception définitive du matériel sont menés consécutivement à la livraison. La documentation devra être remise simultanément.

### 4.2 Pénalités pour retard d'exécution

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le titulaire n'est exonéré d'aucune pénalité.

Qu'il s'agisse du délai d'exécution indiqué ci-dessus, ou de ceux sur lesquels s'engagent le candidat dans son offre, tout dépassement du délai permet la mise en place par l'ENTPE de pénalités de retard conformément aux dispositions suivantes :

$$\text{Pénalité par jour de retard} = \text{Montant du bon de commande} / 1000$$

### 4.3 Pénalités pour chantier sale ou déchets non évacués

Pénalité de 100 euros par constat.



## 5 AVANCE

Sauf refus du titulaire, une avance sera versée selon les modalités réglementaires.

Le remboursement de l'avance interviendra lorsque les prestations réalisées seront comprises entre 50% et 80% du montant du marché.

Pour bénéficier de l'avance, le titulaire devra fournir une garantie à première demande couvrant la totalité du montant TTC de l'avance. Cette sûreté doit être fournie dans un délai de 20 jours à compter de la notification du marché ou du bon de commande pour les marchés à bons de commande sans montant minimum.

Passé ce délai, le titulaire perd le bénéfice de l'avance.

En cas de sous-traitance, si le sous-traitant agréé souhaite bénéficier de l'avance, il présente sa demande de versement de l'avance à l'acheteur. Le sous-traitant joint à cette demande une attestation du titulaire indiquant le montant de prestations que le sous-traitant doit exécuter au cours des douze mois suivant la date de commencement de leur exécution.

## 6 QUALITE, CONTROLE ET PRISE EN CHARGE DES MATERIAUX ET PRODUITS

Dans le cas de normes françaises non issues de normes européennes, la conformité des produits à ces normes françaises peut être remplacée par la conformité à d'autres normes en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne si elles sont reconnues comme équivalentes.

Dans le cas de référence à des marques de qualité françaises (marque NF ou autre), le titulaire du marché pourra proposer au pouvoir adjudicateur des produits qui bénéficient de modes de preuves en vigueur dans d'autres états membres de l'Union européenne, qu'il estime équivalents et qui sont attestés par des organismes accrédités (par des organismes signataires des accords dits "EA" ou à défaut fournissant la preuve de leur conformité à l'EN 45011). Le titulaire du marché devra alors apporter au pouvoir adjudicateur les éléments de preuve qui sont nécessaires à l'appréciation de l'équivalence.

Les deux clauses précédentes n'amoindrissent en aucune manière le fait que la norme française transposant la norme européenne constitue la référence technique qui doit être respectée par les produits.

Toute demande formulée par le titulaire et tendant à faire jouer la clause d'équivalence doit être présentée au pouvoir adjudicateur avec tous les documents justificatifs, dans les 30 jours qui suivent la notification du marché.

## 7 ADMISSIONS ET GARANTIES

### 7.1 Admission

Une admission est prononcée à l'issue des opérations d'installation et de mise en service du système et vérification fonctionnelle. Celle-ci déclenche le « service fait » pris en compte pour le calcul du délai de paiement.

### 7.2 Garantie(s)

La garantie et son extension porte sur la totalité du système. Le candidat garantit ses fournitures et prestations sur une durée minimale de 24 mois à compter de l'admission. Si cette période est en standard de 12 mois, une extension de garantie de 12 mois supplémentaires, ou plus, est indiquée dans son offre avec son surcoût éventuel (avec une



visite préventive annuelle et des visites curatives en cas de panne). Par ailleurs, il en précise les modalités de mise en œuvre et les délais d'intervention. Il en sera tenu compte parmi les critères de jugement des offres.

## 8 RESILIATION

Dans l'hypothèse où le titulaire disparaîtrait par fusion, fusion-absorption ou absorption avec ou par une autre société, il est précisé que la mise au point de l'avenant de transfert est subordonnée à la réception immédiate par la PRM des documents énumérés à l'article 3.4.2 du CCAG-FCS complétés par l'acte portant la décision de fusion, fusion-absorption ou absorption et la justification de son enregistrement légal.

A défaut, la personne publique se réserve le droit de résilier le marché en application de l'article 32 du CCAG-FCS.

Est notamment considérée comme cas de force majeure, aux termes de l'article 31.1 du CCAG-FCS, l'interdiction d'exporter édictée par le gouvernement du pays d'origine du matériel.

En cas de restrictions apportées à la circulation des marchandises étrangères par le Gouvernement français, les dispositions de l'article 29 du CCAG-FCS sont applicables.

Outre les cas et les conditions de résiliation du marché définis à l'article 32 du CCAG-FCS, l'inexactitude des documents et renseignements mentionnés à l'article R2143-3 peut entraîner, sans mise en demeure préalable par dérogation aux articles 32.1 et 32.2 du CCAG-FCS, la résiliation du marché par décision du pouvoir adjudicateur signataire du marché aux frais et risques du déclarant.

Dans l'hypothèse où le titulaire ne produit pas les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 et 8 du Code du Travail conformément à l'article R2143-8 du Code de la Commande Publique ou aux articles D.8254-2 à 5 du code du travail, le pouvoir adjudicateur signataire du marché peut, après mise en demeure restée infructueuse, résilier le marché, sans que le titulaire puisse prétendre à indemnité et, le cas échéant, avec exécution des prestations à ses frais et risques. La mise en demeure doit être notifiée par écrit et assortie d'un délai ; à défaut d'indication de délai, le titulaire dispose d'un mois à compter de la notification de la mise en demeure, pour satisfaire aux obligations de celle-ci ou pour présenter ses observations.

Les excédents de dépenses résultant de la passation d'un autre marché, après résiliation, sont prélevés sur les sommes qui peuvent être dues au prestataire, sans préjudice des droits à exercer contre lui en cas d'insuffisance. Les diminutions éventuelles de dépenses restent acquises au pouvoir adjudicateur.

## 9 SPECIFICITES ET EXIGENCES TECHNIQUES

Les mobiliers et équipements sont à installer dans un site classé ERP 2<sup>ème</sup> catégorie, type R. Ils sont soumis à la réglementation en vigueur.

Les mobiliers décrits ci-après ayant fait l'objet d'une étude techniques, il est possible que les caractéristiques demandées correspondent à un produit existant sur le marché.

Si telle est l'impression du candidat, nous lui rappelons que tout matériel équivalent en termes de réponse fonctionnelle et technique est bien évidemment accepté dans l'offre de base.

Les mobiliers, de **gamme professionnelle**, seront principalement **issus du réemploi existant, ou reconditionnés** (avec une garantie des équipements électrique de 2 ans). Les éléments en bois pourront être déclassés, sans défaut structurel ou visuel apparent.

Des plans de principe d'agencement sont joints en annexe, par niveau. Ces plans sont donnés à titre indicatif, les quantités et positions des mobiliers peuvent quelque peu évoluer.

## 9.1 Caractéristiques techniques du matériel souhaité

### 9.1.1 Lot 1 – mobilier de bureau

#### 9.1.1.1 Bureau réglable électrique

Bureau droit réglable électrique de hauteur 72 à 115 cm, avec finition du plateau lisse, de nuance bois clair (type Acacia H1277 chez Egger) ou gris clair, revêtement HRA, châssis télescopique, piètement métallique de préférence couleur blanc ou gris, avec goulotte horizontale passe câble et 2 obturateurs pour la gestion des câbles depuis une perche contre le bureau, avec la mémoire de position (2 à 3 positions).

Type 1 : longueur 160 cm x profondeur 80 cm	Quantité : 25
---	---------------

Type 2 : longueur 180 cm x profondeur 80 cm	Quantité : 86
---	---------------

**A noter qu'un bureau témoin est demandé au Titulaire après la signature du marché, livré et installé à l'ENTPE.**

#### 9.1.1.2 Bureau extension non réglable

Bureau, en extension des bureaux électrique, positionné en retour, non réglable (hauteur standard) avec finition du plateau lisse, de nuance bois clair (type Acacia H1277 chez Egger) ou gris clair, identique au bureau électrique, piètement métallique de préférence couleur blanc ou gris. Seul le type 2 est équipé d'une goulotte horizontale passe câble et 2 obturateurs pour la gestion des câbles

Type 1 : longueur 50 à 60cm x profondeur 80 cm	Quantité : 20
--	---------------

Type 2 : longueur 160 cm x profondeur 80 cm	Quantité : 10
---	---------------

#### 9.1.1.3 Ecran de séparation acoustique entre bureaux

Ecran de séparation acoustique en tissu ou feutrine, hauteur minimal 60 cm, couleur gris clair ou crème

Type 1 : L160 * H60 à fixer aux bureaux	Quantité : 15
---	---------------

Type 2 : L180 * H60 à fixer aux bureaux	Quantité : 50
---	---------------

### 9.1.2 Lot 2 – Cloison légère

Des salles de classes, du bâtiment D extension, sont à réaménager en zone des bureaux de travail pour les agents des services de la DFI et LAET. Certains espaces nécessitent une séparation totale visuelle et acoustique. Les cloisons légères pleines seront de type suspendu, de hauteur minimale 2,40m, pour un linéaire totale estimé de 35 ml, dans les espaces du R+1, salles D117, D119, D120 et D133. Les panneaux suspendus seront à fixer sur les faux plafond type T24 en place. Les panneaux sont à disposer en continu (pas de séparation), avec une zone basse ajourée d'environ 40cm et une zone ajourée en plafond haut variable. Une cloison suspendue dans l'espace D119 est à prévoir sur rail, pour un linéaire de 3ml.

Des cloisons sur pied complètent les séparations entre certains bureaux (non indiqué sur les plans) pour 10 ml.

Les panneaux sont de couleur sobre et discrète, type beige clair, s'associant au plateau des bureaux de travail. Le matériau est de type fibre rPET ou à caractéristique similaire, provenant du réemploi.

### 9.1.3 Lot 3 – Cabine acoustique

Dans les couloirs du bâtiment D extension, aux niveaux R+1 et R+2, des cabines acoustiques sont aménagées pour les agents de la DFI et LAET. Ces cabines permettent de s'isoler pour une réunion, visio-conférence, ou appel téléphonique.

Les cabines sont insonorisées, équipée d'une ventilation, d'un éclairage, de 2 prises de courant et 2 RJ45. Le mobilier intérieur peut être proposé (table et chaises ou banquette). Un écran informatique (non fourni) sera installé ultérieurement par l'équipe DSI de l'ENTPE.

Implantation des cabines :

-Au niveau R+1 :

- Cabine n°1 : cabine pour 2 personnes, mobilier à inclure

Hauteur sous plafond : 2,39m

Largeur du couloir jusqu'à l'escalier : 2,98m

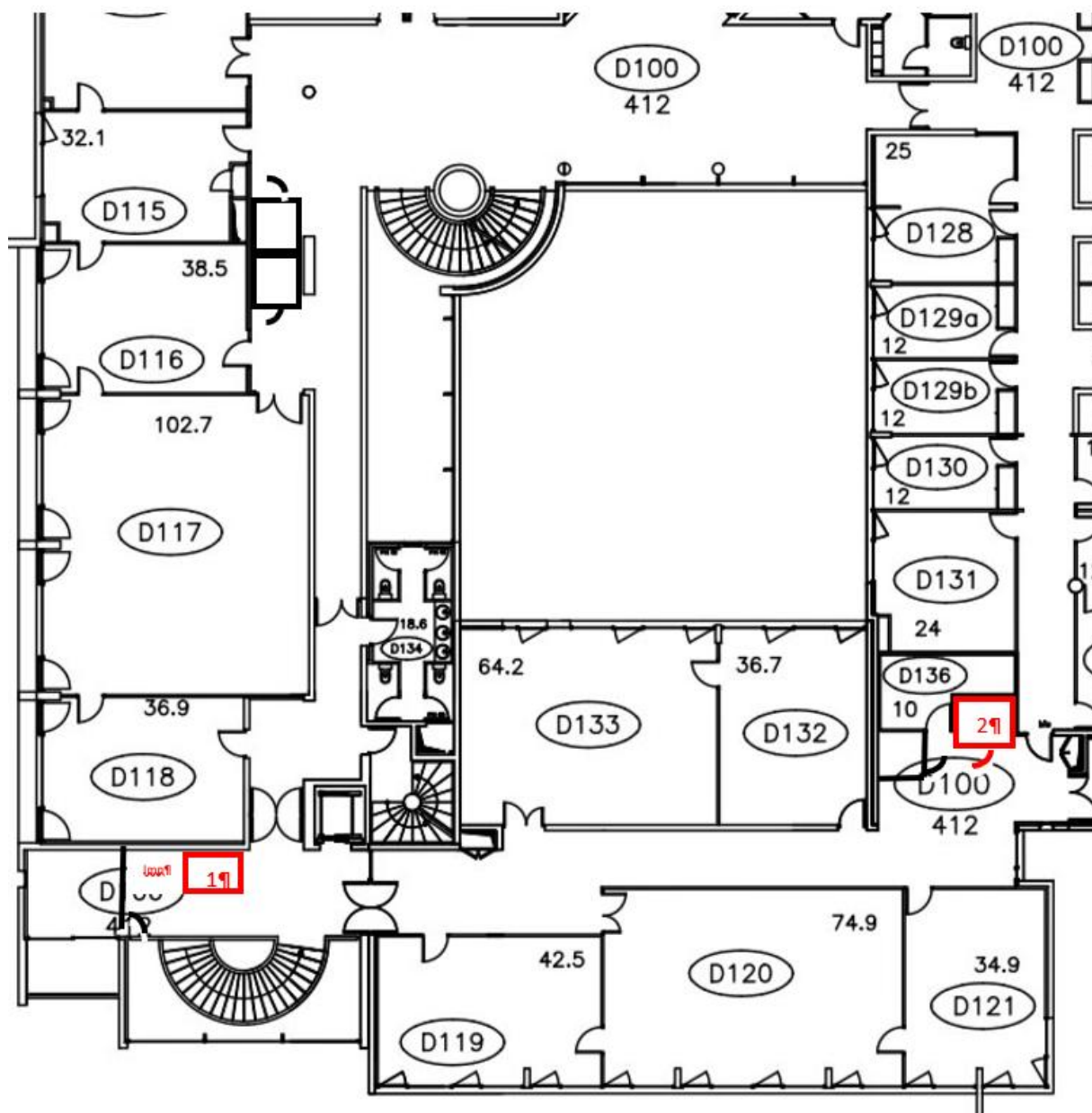
Dimension de la cabine estimée de 2,20 x 1,20m minimum



- Cabine n°2 : cabine pour 4 personnes, mobilier à inclure  
 Hauteur sous plafond : 2,69m  
 Largeur : 2,00m  
 Profondeur estimée : 1,50 à 1,80m







Bâtiment D extension, niveau R+1, position des cabines n°1 et 2

-Au niveau R+2 :

-Cabine n°3 : cabine pour 6 personnes, mobilier optionnel

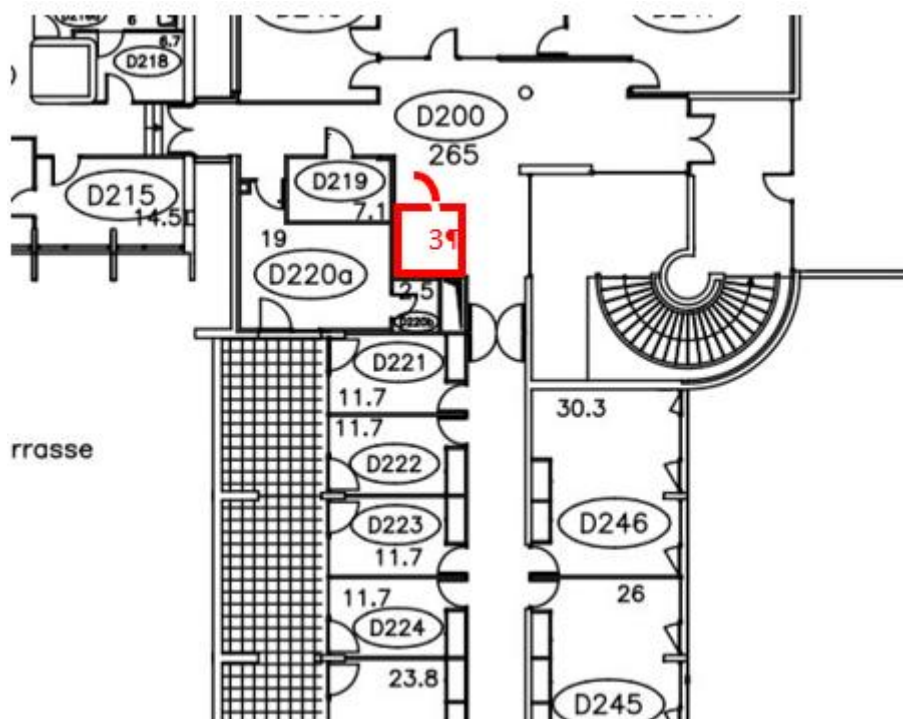
Hauteur sous plafond : 2,56m

dimension estimée: 2,40 maximum x 2,20m (dimension pouvant être adaptée).









## 9.2 Sécurité – Conformité

- Mobilier aux normes en vigueur dans le cadre d'une utilisation sur un site recevant du public.
- Mobilier conforme à la DIRECTIVE DU CONSEIL SUR LA SECURITE DES EQUIPEMENTS BASSE TENSION n°2014/35/UE (avril 2016)

### Sécurité du chantier

Il est bien précisé que le Titulaire devra veiller personnellement à la sécurité du chantier et notamment, faire respecter les clôtures et protections diverses, veiller à leur repose lorsqu'elles devront exceptionnellement être déposées, les remettre en état lorsqu'elles auront été détériorées par son entreprise, faire établir les protections complémentaires nécessaires à la sécurité de son personnel, n'utiliser que des installations électriques de chantier en bon état et conformes aux normes et décrets en vigueur, concernant la protection des ouvriers.

Pour ces 3 lots, il n'est pas prévu d'installation de chantier particulière, le Titulaire pouvant bénéficier de l'eau et électricité dans le chantier, ainsi que des sanitaires de l'école. Un restaurant CROUS est ouvert à tous pour le déjeuner, ainsi qu'un espace réfectoire ENTRACTE à proximité de l'entrée du chantier au niveau 0.

### Contraintes du site :

Le campus étant sous exploitation, il est rappelé que les étudiants sont amenés à se déplacer sur l'ensemble du campus.

Le chantier et les zones de livraison ou circulation des engins de manutention doivent être identifiées pour délimiter les espaces. Le chantier est clos par des barrières de type Héras.

### 9.3 Modalités d'accès du site de l'ENTPE

Le campus de l'ENTPE et de l'ENSAL est accessible à pied 24h/24 et 7j/7. Une **barrière d'entrée** limite les accès aux véhicules. Afin de faciliter l'accès aux horaires de pointe, la barrière est levée du lundi au vendredi, de 6h30 à 9h30 et de 15h45 à 18h30.

En dehors de ces horaires ainsi que lors des jours de fermeture des deux écoles et des congés des élèves, un badge d'accès est indispensable pour entrer ou sortir en voiture du campus. Un interphone est disponible en cas de besoin.

La barrière s'ouvre, en entrée comme en sortie, à l'aide du badge d'accès. Pour cela, un lecteur de badge est à disposition, en entrée comme en sortie.

A la demande du Titulaire du lot, un badge d'accès pourra être remis, lors de la période de préparation de chantier ; par défaut et pour les sous-traitants éventuels, l'interphone restera le plus simple.

Il est précisé quelques règles :

- Lorsque 2 voitures se font face, la priorité doit être donnée à la voiture entrante.
- Conformément à l'article 25 du règlement intérieur de l'Ecole, il est rappelé que le code de la route est applicable aux personnes présentes sur le campus, et quel que soit le moyen de locomotion.
- Pour la sécurité de chacun, il est demandé de rouler au pas.

### 9.4 Installation, livraison et mise en service

L'installation et la mise en service de l'équipement doivent être effectuées suivant le planning prévisionnel détaillé ci-dessous, **entre le 20/03/26 et le 09/04/26**, selon les espaces libérés. Ces dates seront à confirmer en phase préparatoire. Les installations pourront commencées dès le **16 mars 2026** (anticipation à confirmer) par l'installation des bureaux de travail pour réaliser les raccords électriques.

Les mobiliers seront installés dans différents bâtiments de l'école, pour différents services :  
Villa H031 (villa logistique et chambres d'hôte), niveau rez-de-chaussée, Cf plan n°3A :

- Service LEHNA : 25 bureaux à installer **avant le 23/03/26**
- 6 chambres d'hôtes : 2 bureaux dimension 160x80, soit 12 bureaux
- Salon villa : 4 bureaux dimension 160x80
- Chambre 1 villa : 2 bureaux dimension 160x80
- Chambre 2 villa : 3 bureaux dimension 160x80
- Chambre 3 villa : 4 bureaux dimension 160x80

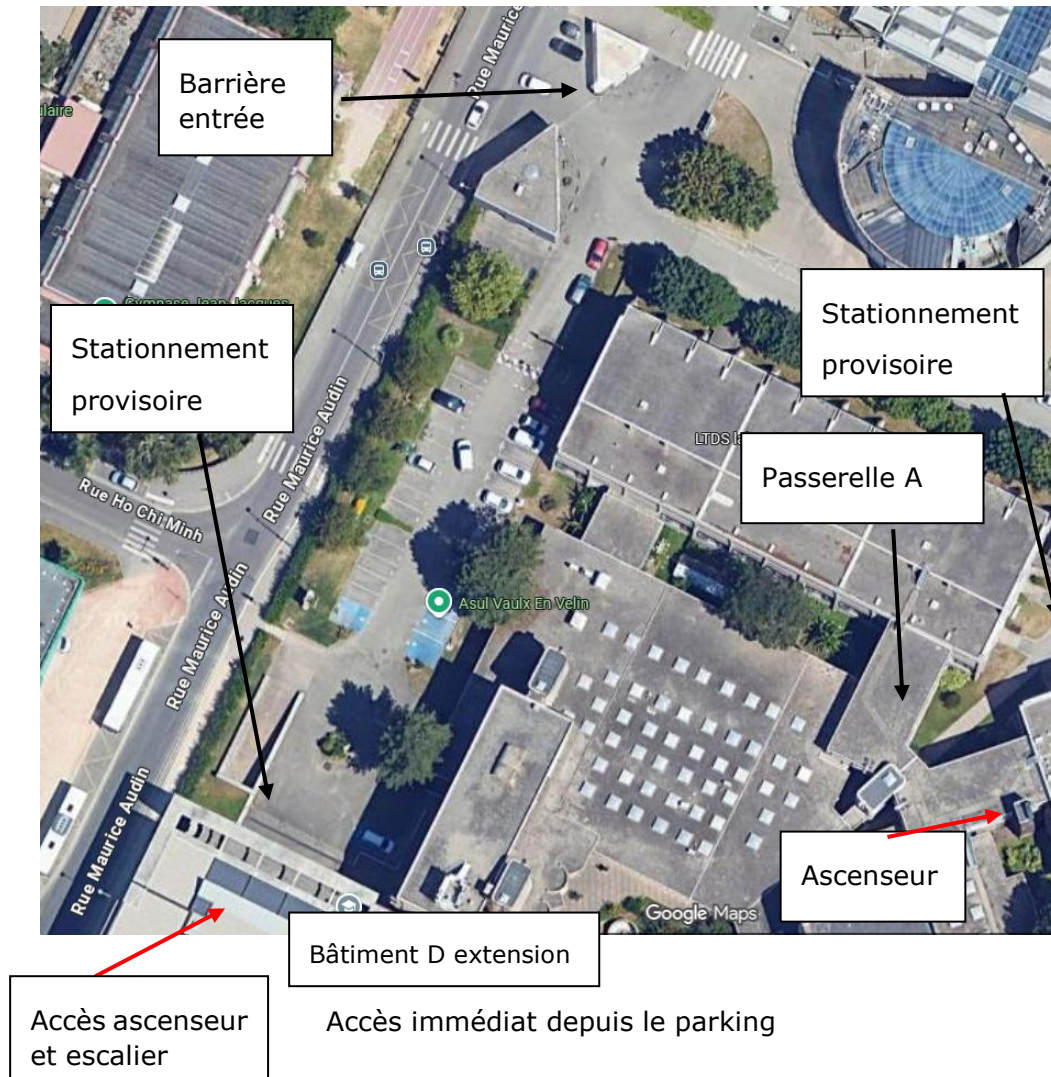
Cette villa est facilement accessible aux véhicules et poids lourds.

- Bâtiment D Extension :
  - Service LAET : 53 bureaux à installer **entre le 20/03/26 et le 01/04/26**

- R+1 : Cf plan n°3B
  - espace D113 : 4 bureaux dimension 180x80
  - espace D114 : 10 bureaux dimension 180x80
  - espace D115 : 6 bureaux dimension 180x80
  - espace D116 : 6 bureaux dimension 180x80
  - espace D117 : 12 bureaux dimension 180x80
  - + environ 11 ml de cloison suspendue
  
- R+2 : Cf plan n°3C
  - espace D246 : 4 bureaux dimension 180x80
  - espace D247 : 5 bureaux dimension 180x80
  - espace D248 : 3 bureaux dimension 180x80
  - espace D249 : 3 bureaux dimension 180x80
  
- Service DFI : 27 bureaux à installer **entre le 01/04/26 et le 09/04/26**
  - RDC : espace D009 : Cf plan n°3D
    - 3 bureaux dimension 180x80
  
  - R+1 : Cf plan n°3E
    - espace D118 : 4 bureaux dimension 180x80
    - espace D119 : 4 bureaux dimension 180x80
    - + environ 3 ml de cloison suspendue sur rail et 1ml fixe
    - espace D120 : 6 bureaux dimension 180x80
    - + environ 6 ml de cloison suspendue
    - espace D132 : 4 bureaux dimension 180x80
    - espace D133 : 6 bureaux dimension 180x80
    - + environ 6 ml de cloison suspendue
  
- Passerelle A : Cf plan n°3F
  - Service DFI : 6 bureaux à installer **entre le 20/03/26 et le 10/04/26**
    - R+1 :
      - espace A121 : 4 bureaux dimension 180x80
      - espace A123 : 2 bureaux dimension 180x80

Le bâtiment D extension est localisé à l'entrée de l'école, facilement accessible aux véhicules et poids lourds.

Le stationnement pour les livraisons est autorisé sur le parking devant le bâtiment D extension. La livraison et l'installation dans le bâtiment D est à proximité de l'entrée de l'ENTPE. Le stationnement est au pied du bâtiment. Les mobiliers seront installés aux emplacements indiqués sur plan, au niveau rez-de-chaussée, niveau 1 et au niveau 2 du bâtiment D extension, accessibles par des escaliers larges et par un ascenseur (limité à 8 personnes ou 630 kg, largeur 80 cm, hauteur 200cm, profondeur environ 140 cm). L'ascenseur dessert les niveaux -1, 0, 1 et 2.







Le candidat indique dans son offre le délai de livraison, d'installation, de mise en route et de vérification d'aptitude au bon fonctionnement des appareils.

Une visite sur site est possible.

Le titulaire se verra confier la fourniture et pose des mobiliers conformément au plan d'implantation validé en commun accord pendant la phase de préparation.

Cette prestation prendra en charge le transport, le déchargement, la manutention, l'évacuation des déchets, l'installation des mobiliers, y compris tous détails.

### **L'ensemble des espaces est synthétisé dans un plan général : plan 03G**

## **9.5 Documentation**

La documentation commerciale, technique et le mode d'emploi doivent être fournis en langue française, sous format papier et PDF.

Fourniture obligatoire d'un manuel d'entretien en langue française.

Certificats d'homologation et normes

## **9.6 Formation du personnel**

La formation pour la prise en main des équipements sur site pour 3 à 4 personnes sera d'une durée minimum d'une journée et défini comme suit :

- Utilisation des fonctionnalités des équipements. Cette formation permettra aux utilisateurs de maîtriser les opérations de maintenance de 1er niveau et l'entretien du matériel installé.
- À noter : l'ENTPE se réserve le droit de demander une formation complémentaire d'une demi-journée sans facturation supplémentaire si les utilisateurs en ressentent le besoin, afin de parfaire à l'utilisation de l'équipement.

## **9.7 Garantie et maintenance**

Une garantie pièce, main d'œuvre et déplacement d'au moins 1 an devra être proposée par l'entreprise sur l'ensemble des mobiliers.

Durant la période de garantie, obligation d'une visite annuelle pour entretien courant et réglages.

Le délai d'intervention sur site pour dépannage ne devra pas dépasser 3 jours ouvrés, comptés à partir de la demande.

En cas de dépassement du délai, une pénalité de 100 euros par jour de retard sera appliquée.

Une garantie de disponibilité des pièces détachées durant 10 ans devra être jointe.

## **9.8 Interlocuteur dédié pour la durée du marché**

Le candidat indique dans son offre, les noms et les coordonnées de l'interlocuteur privilégié pour les besoins de l'exécution du marché.

## **9.9 Qualification de l'équipe d'intervention**

Les agents qui interviennent sur le site doivent être qualifiés, titulaires de tous les diplômes requis et être employés de manière régulière.

### 9.10 Gestion des déchets

La valorisation ou l'élimination des déchets créés lors de l'exécution des prestations est de la responsabilité du titulaire pendant la durée du marché.

Le titulaire veille à ce que soient effectuées les opérations, de collecte, transport, entreposage, tris éventuels et de l'évacuation des déchets créés par les prestations objet du marché vers les sites susceptibles de les recevoir, conformément à la réglementation en vigueur.

Le titulaire est tenu de produire, à la demande de l'acheteur, tout justificatif de traçabilité du traitement des déchets issus de l'exécution de la prestation, qui fasse apparaître une gestion des déchets conforme aux exigences réglementaires, notamment en ce qui concerne les déchets dangereux.

En cas d'absence de production des éléments attestant la traçabilité des déchets, le titulaire se voit appliquer, après mise en demeure restée infructueuse, une pénalité dont le montant est fixé à l'article 4 du présent CCP.

### 9.11 Respect des personnes et des locaux

La prestation a lieu en site occupé. Dès lors, il est impératif de respecter le règlement interne et l'organisation de l'établissement.

Le prestataire veille à ne pas encombrer les lieux de passage, à procéder au rangement du matériel et à éviter au maximum les nuisances sonores.

Le titulaire prend soin de ne pas dégrader les locaux.

Toute dégradation des locaux ou matériels appartenant à l'ENTPE sera à la charge du titulaire.

## 10 DEROGATIONS AUX DOCUMENTS GENERAUX

Les dérogations explicitées dans les articles désignés ci-après du CCP sont apportées aux articles du CCAG-FCS.

CCP 2	déroge à l'article	4.1 du CCAG-FCS
CCP 3.3	déroge à l'article	12.2 du CCAG-FCS
CCP 4.2	déroge à l'article	14.1.3 du CCAG-FCS
CCP 8	déroge à l'article	32.1 et 32.2 du CCAG-FCS